

Le nombre de pauvres croît, celui des plus riches également !

Le 31 mars Macron s'adressait aux Français pour déclarer un troisième confinement, (lui qui ne voulait pas être le Président du troisième confinement...) et annoncer fièrement que le nombre de lits en réanimation dépasserait les 10 000 dans les prochains jours mais pendant un an, qu'a-t-il fait ?!

Le nombre de lits n'a fait que diminuer drastiquement au cours des 20 dernières années alors que la population augmentait dans le même temps de plus de 10%.

Premier de cordée /Premier de corvée !

Le personnel soignant est épuisé et à bout à cause d'une gestion calamiteuse de la crise !

Les salariés de l'aide, de l'accompagnement et du soin à domicile sont toujours aussi mal considérés et exercent également dans des conditions de travail extrêmement pénibles au même titre que les salariés des UGECAM et que fait le gouvernement ? Rien !

Alors que des milliards d'euros sont mobilisés au profit des tenants du capital, le gouvernement refuse toujours d'agréer, sous prétexte d'un coût trop élevé, l'avenant 43, accord sur l'augmentation des salaires dans le secteur des aides à domicile !

Les riches se gavent, la dette explose, il faut imposer le partage des richesses !

Nous exigeons l'ouverture pérenne de lits et des embauches de personnel dans l'Hôpital public ainsi que la fin de l'exonération partielle ou totale des cotisations sociales, base du financement de la Sécurité sociale !

Des aides aux entreprises doivent être sous condition et avec des contreparties, il faut réinstaurer immédiatement l'Impôt Sur la Fortune.

Vérité historique

Lundi 30 mars 2021, un camarade de la MSA, Gilles Piazzoli comparaisait devant la Cour d'Appel d'Aix en Provence.

La Direction de la MSA Provence-Azur a engagé une procédure de licenciement à l'encontre de notre camarade qui n'avait rien fait de plus que de rappeler dans un mail le rôle de la CGT et du Ministre du Travail de l'époque : Ambroise Croizat, dans la création de la Sécurité sociale.

Les réactionnaires veulent réécrire l'histoire de notre Sécurité sociale, c'est notre devoir de rappeler qui était à la base de la création de cette formidable conquête sociale profondément anticapitaliste !

Non seulement attaquée dans son histoire la Sécu est également attaquée dans ses fondamentaux !

La réforme de la santé au travail vise à dédouaner les employeurs de leur responsabilité. C'est une régression qui aura de lourdes conséquences avec une dégradation des droits et moyens des travailleurs et un recul de 30 ans d'acquis.

Caisse d'Allocations Familiales

Alors que la crise sanitaire frappe de plein fouet les plus démunis, Macron poursuit sa politique antisociale, avec la réforme des aides au logement, effective depuis le 1er janvier 2021.

Une réforme qui a pour seul objectif, de réaliser 700 millions d'euros d'économie sur le dos des allocataires et dont les conséquences sont également catastrophiques pour les personnels des CAF :

- Mise en œuvre précipitée de cette réforme et mauvaise communication de la CNAF.
- Agents formés à la va-vite.
- Bugs informatiques, etc.
- Le recours massif au télétravail non réglementé aggrave cette situation,

Ce contexte génère des tensions dans les accueils, dans les plateformes téléphoniques et accentue la dégradation des conditions de travail du personnel des CAF au bord de l'explosion !

Mais au-delà de cette réforme, la suppression des effectifs et les restrictions budgétaires touchent l'ensemble de nos secteurs.

Plus que jamais il faut embaucher du personnel supplémentaire, requalifier en CDI les salariés en contrats précaires dans nos organismes et mettre un terme à la politique de rigueur imposée par le gouvernement !

Assurance Chômage

Dans le même temps, c'est la réforme de l'assurance chômage qui va être totalement mise en application suite à la publication du décret concernant ses derniers points.

C'est une crise sans précédent qui s'abat sur notre pays, le chiffre historique de 10 millions de pauvres a été dépassé mais le gouvernement s'obstine et impose une réforme d'une violence inouïe !

Un seul mot d'ordre : retrait pur et simple de cette réforme abjecte !

On nous refait le coup du « Trou de la Sécu »

Le 9 mars 2021, Olivier Dussopt annonçait fièrement que l'économie française avait finalement mieux résisté en 2020 et que « le déficit de la Sécu va être revu à 38.9 milliards d'euros. Cela reste un record historique et il nous faudra sortir du quoi qu'il en coûte avec la crise ».

Un autre record a été annoncé cette semaine, la France voit son nombre de milliardaires grandir, passant de 39 à 42, la crise ne touche pas tout le monde de la même façon et pour certain c'est même plutôt bénéfique !

Convergence des luttes

Les « vendredis de la colère » se développent et les occupants appellent à dépasser les revendications du secteur culturel !

Nous avons le devoir de nous inscrire dans cette démarche et d'aller occuper, partout où c'est possible les lieux culturels afin de renforcer le mouvement et de défendre la protection sociale pour toutes et tous.

Le vendredi 23 avril, une journée d'action interprofessionnelle se profile pour le retrait de la réforme de l'Assurance Chômage et pour défendre et préserver nos emplois, notre Fédération doit y prendre toute sa place et participer à toutes les initiatives sur l'ensemble des territoires.

L'antidote à la crise, l'antidote au plan Macron

Nos revendications en termes de salaire, d'emploi et du développement de la protection sociale sont les solutions pour sortir de cette crise et permettre à tous les citoyens de vivre dignement, sans la peur du lendemain de la naissance à la mort !

Un financement de la Sécurité sociale basé exclusivement sur le salaire socialisé !

Emplois, salaires, protection sociale : L'ANTIDOTE AU PLAN MACRON